

Prolétaire Debout !

Union prolétarienne Marxiste-Léniniste (UPML.org) N°3 printemps 2018

En 2011, un banquier du nom E.M., gagnait 2 millions d'euros sans se faire d'ampoules aux mains.

Quel est ce monde « merveilleux » d'E. M. et de ses copains ?

Macron et ses copains du MEDEF...

... empochent des profits scandaleux. Ils réservent ordonnances et lois travail pour les « **privilegiés** » qui demandent trop (comme un CDI). Les mêmes contrôlent et sanctionnent les **chômeurs** qui « *ne veulent pas travailler* ». Coupe dans la **formation et l'apprentissage**. Attaque sur le système de **retraite**, casse programmée et brutale des **services publics** (SNCF !); chasse aux **immigrés** « illégaux », victimes des catastrophes économiques, écologiques et des guerres ! Nous serions tous coupables, nous devrions nous soumettre au « libéralisme »

Le profit au poste de commande !

On nous présente la France comme un Etat « social », une terre d'asile protégeant l'environnement. Mensonge sur toute la ligne: l'Etat est soumis au grand capital industriel et bancaire qui veut à tout prix baisser du coût de la main d'œuvre, la précariser, la terroriser. Grand capital qui se débarrasse du « social » (suppression des emplois aidés, des dotations aux Communes,...).

Le capital ne peut exister sans croître, sans exploiter. Pour cela, il est prêt à tout écraser : les concurrents, les travailleurs, la nature... Le résultat de cette **dictature du capital** : une société en crise.

La France capitaliste et impérialiste participe à la course pour dominer le monde, elle sourit aux pires dictatures pour leur vendre avions, armes en tout genre, etc. Sarkozy, Hollande et maintenant Macron... une politique réactionnaire sur toute la ligne qu'il faut combattre !

Les prolétaires n'en veulent plus

Ils votent contre les partis politiques qui représentent la classe bourgeoise ou s'abstiennent. Mais l'opposition parlementaire dite « de gauche », après avoir renoncé au socialisme véritable, rêve

d'une « gestion sociale » du capitalisme. Se soumettre et négocier dans les ministères, comme le font certaines directions syndicales qui bradent les acquis pour lesquels nos anciens se sont battus.



Nombreuses sont les résistances locales ou régionales, menées avec acharnement. Certaines ont gagné: à NDDL, contre l'aéroport inutile, la résistance a infligé une défaite cinglante au gouvernement. Victoire du personnel de nettoyage en région parisienne. Personne ne renonce à la lutte, ni dans les hôpitaux, ni dans les maisons de retraite, ni dans les hôtels, ni à PSA, à EDF, à la GM&S Ni dans les services au public (poste, écoles, SNCF). Ni dans la défense des droits et libertés démocratiques, notamment pour l'accueil des migrants. Ni contre les interventions militaires de la France... Le « Front social » se maintient et polarise. L'UPML est de ces luttes pour y défendre les intérêts des prolétaires.

A l'étranger aussi, notons les rébellions des peuples tunisien, marocain, iranien, kurde... Les femmes partout se dressent contre l'oppression et l'exploitation. Notre ennemi est commun: le système impérialiste mondial.

L'Etat accuse les opposants de violence ? Mais qui a entraîné en justice nos 4300 camarades des luttes de 2016 ? L'Etat ! D'ailleurs l'état d'urgence est devenu la règle et les violences policières se multiplient.

L'oppression des résistances, la violence, la droitisation et la fascisation des gouvernements et Etats dans le monde montre leur faiblesse et leur peur de la lutte des classes à venir.

Les prolétaires peuvent faire autrement !

Fin 2017, l'UPML avec plus de 1000 autres révolutionnaires, venus du monde entier, a commémoré le Centenai-

re de la révolution en Russie.

La voie révolutionnaire aujourd'hui c'est celle qui projette un programme alternatif au capitalisme liant la lutte quotidienne au but final : le socialisme révolutionnaire ! Rassembler autour d'un tel programme et organiser la lutte est la tâche de tout camarade pour créer le Parti communiste révolutionnaire à construire.

C'est ainsi que prolétaires et paysans ont renversé le capitalisme en Octobre 1917 : Prise de pouvoir politique, construction de **leur Etat soviétique** capable d'exproprier les patrons et d'établir la gestion collective de la société. Construire le Parti communiste révolutionnaire avec son programme pour créer le Front uni - voilà les armes de la victoire. Tirons les bilans des expériences positives comme négatives du combat pour une société libre d'exploitation et d'oppression.

Contacte-nous, rejoins l'UPML !

Solidarité avec les réfugiés et les immigrés ! C'est le capitalisme qu'il faut jeter à la rue !

Sous prétexte qu' « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde », le gouvernement Macron-Philippe-MEDEF accélère la répression des réfugiés, les expulsions et légitime ces dernières en faisant l'amalgame entre réfugiés, criminels, violeurs et terroristes. La police détruit leurs tentes et les poursuit dans les centres d'hébergement.

Les vieilles et nouvelles puissances impérialistes se repartagent le monde et provoquent des conflits armés au Mali, en Syrie, en Libye, en Afghanistan,.... Cela engendre des destructions massives et donc de l'émigration. Pour l'impérialisme en crise, pas question de laisser les peuples décider eux-mêmes quelle lutte mener pour assurer leur avenir.

Quelques brèves :

LE MIRACLE ALLEMAND : Le taux de chômage au plus bas, mais plus de 7 millions occupent un emploi à bas salaire. Remplacement d'emplois à temps plein par des temps partiels et des mini jobs. 4,8 millions de personnes en Allemagne vivent exclusivement de « mini jobs » en 2016. 1,5 million de personnes supplémentaires occupent des emplois à temps partiel imposé. Sans oublier environ un million d'employés temporaires ou intérimaires, et plus de deux millions de personnes auto-employées, dont la plupart n'a pas assez de travail. Une « armée de sous-employés à temps partiel » Les plus modestes gagnent moins en 2016 qu'en 1996.

#Le délit de solidarité, c'est quoi ? C'est recueillir sur la route, dans le froid, 3 ados migrants et les héberger pour la nuit. C'est aider une femme et son enfant de 2 ans à rejoindre son mari. C'est s'opposer à l'embarquement de force à bord d'un avion où vous êtes. C'est assister à l'enterrement de celui qui s'est fait tuer en essayant de rejoindre sa famille. Alors ce « délit » n'est qu'un acte dictatorial d'un Etat qui doit être aboli de toute urgence !

Contactez-nous, écrivez-nous au courriel : contact-upml@riseup.net
Lisez notre blog : upml.org



L'Union Européenne passe des accords avec des régimes de Turquie et de Libye pour « retenir » les réfugiés par centaines de milliers. Le trafic d'esclaves en Libye, largement dénoncé, est la conséquence de la fermeture concertée des frontières entre les Etats impérialistes du Nord et les Etats dépendants du Sud. Seule une infime partie des 60 millions de réfugiés dans le monde arrive en Europe.

Plus de 40 000 réfugiés se sont noyés dans la Méditerranée depuis l'an 2000.

Mais d'où viennent-ils ? Surtout d'Afrique, du Moyen Orient où interviennent des pays impérialistes comme la France, les Etats-Unis, la Russie, les pays du Golfe etc ...

Les monopoles capitalistes de ces puissances pillent les économies des pays dominés, surexploitent la main d'œuvre. Ils soutiennent des dictatures corrompues et des forces réactionnaires contre les forces progressistes. Ils provoquent la destruction des conditions naturelles d'existence des hommes (pollution des sols, de l'air, de l'eau, dérèglement climatique).

C'est pourquoi s'indigner ne suffit pas, il faut mettre en cause les vrais responsables : **les Etats bourgeois et le capital financier international** ! Seule la lutte anti-impérialiste et pour le socialisme révolutionnaire s'attaque à la racine du problème !

Nous appelons à rejoindre ce combat démocratique et de classe. Les réfugiés, les sans-papiers sont nos frères de combat pour une autre société libérée de l'exploitation et de l'oppression. Résistons pied à pied dans nos quartiers, sur nos lieux de travail et d'études.

L'Union Européenne produit délibérément de l'émigration – et ferme les frontières !

L'Union Européenne - avec entre autres la France à la tête - est en train de forcer l'Afrique à conclure des Traités de libre échange l'UE supprime les quelques avantages accordés pour les exportations africaines pour anéantir la concurrence et empêcher tout développement économique qui ne serait pas aux mains des entreprises européennes. Avec des prix cassés et subventionnés, cela ruinerait des centaines de milliers de petits et moyens paysans, une nouvelle vague d'émigration se prépare et l'UE ferme les frontières. Le capital circule, pas les êtres humains.

LE RACISME D'ÉTAT TUE

VIOLENCES POLICIÈRES
CHASSÉ AUX SANS-PAPIERS
AUX MIGRANT.E.S...



Mai 68, ce n'était qu'un début...

Beaucoup de prolétaires et militants politiques aspirent à un nouveau Mai 68 : 9 millions de grévistes pendant près d'un mois, ça fait rêver !

Mai 68, un coup de tonnerre dans le ciel serein des soixante-dix *trente glorieuses* ? Non, depuis 1963 : fermeture des mines, licenciements massifs (Rhodiace-ta), ordonnances de 67 contre la sécurité sociale, etc. provoqueront des luttes dures (la Saviem à Caen ; les barricades des paysans à Quimper,..). Le gouvernement De Gaulle apparaît de plus en plus comme serviteur du patronat.

L'opposition à la guerre d'Algérie, d'Indochine et du Vietnam ; l'expérience cubaine et celle du Che sans oublier les critiques du parti communiste chinois en 1963 contre la ligne de restauration du capitalisme en URSS, puis la révolution culturelle en Chine (1966). Dans cette ambiance un pôle plus ou moins révolutionnaire cherche à se dégager de l'influence réformiste.

Le mouvement des étudiants débute en mars et sert de détonateur ; de jeunes ouvriers le soutiennent. Le 11 mai, 70 barricades se dressent au Quartier Latin à Paris ! La CGT, la CFDT, FO, l'UNEF et les comités lycéens appellent à la grève pour le 13 mai. Les occupations d'usines et de dépôts d'essence, les séquestrations de cadres se multiplient et dureront jusqu'à mi-juin, débordant les directions syndicales. De nom-

breux employés du privé et du public participent à la grève.



Mai 68, un mouvement révolutionnaire ? Certainement un mouvement de révolte touchant tous les aspects de la société. Mais sans parti, la fraction la plus combative de la classe ouvrière n'est prête ni sur le plan politique ni sur le plan organisationnel à mettre à bas l'appareil de répression de l'Etat et le pouvoir économique du capital. Elle reste trop sous l'emprise de la social-démocratie de la SFIO et du PCF, de l'anarcho-syndicalisme. Cette fraction

ouvrière se heurte aux directions syndicales sans vraiment remettre en cause leurs orientations. Cependant des milliers d'ouvriers à Renault Billancourt siffleront Ségui, secrétaire de la CGT et dirigeant du PCF qui appelle à reprendre le travail.

Les accords de Grenelle ont augmenté les salaires (+ 35 % pour le SMIG, en moyenne 25 %) et renforcé le droit syndical (DS et DP). Mais sans réduction du temps de travail, l'augmentation des cadences et la mécanisation permettront au patronat de récupérer au fur et à mesure ce qu'il avait dû lâcher.

Les organisations marxistes léninistes étaient trop faibles. L'ampleur sans précédent de la grève ne pouvait pas compenser l'absence de parti communiste révolutionnaire. Parti capable de forger l'unité de la classe ouvrière sur une base révolutionnaire contre la collaboration de classe et contre l'illusion extrêmement répandue d'un passage pacifique au socialisme prôné par l'« union de la gauche ».

En 2017, nous avons fêté le centenaire de la révolution d'Octobre en Russie ; cette année, c'est le cinquantième anniversaire de Mai 68 ! **L'expérience de ces 50 ans l'a prouvé : « Une seule solution, la révolution ».** C'est juste, mais cette révolution se prépare ! Construisons pas à pas le parti de la classe ouvrière.

Reprise économique:

Ça va bien ou ça va mal ?

La reprise serait là. Il y aurait plus d'investissements ! Les profits, les actions vont bien...

Mais tous les jours des annonces de fermeture d'entreprises, de licenciements, de précarisation, de chômage, de blocage ou baisse des salaires. Pour les uns épuisement, maladies professionnelles, stress et pour d'autres le chômage, la précarité, la misère – alors ça va mal pour les prolétaires!

Pourquoi le mal pour les uns serait le bien pour les autres?

L'investissement va d'abord aux machines, aux équipements au détriment des hommes car souvent c'est pour augmenter la productivité, pour plus de rendements dans la course concurrentielle avec moins de travailleurs...

Plus d'équipement, c'est moins de travail... Or c'est la force de travail des individus qui crée de la valeur. Si on la diminue en nombre, il faut la faire travailler plus, plus vite, plus longtemps pour créer de nouvelles valeurs qu'accumule le Capital.

Voilà les raisons qui font que les capitalistes veulent **abaisser le « coût » du travail**, qu'ils veulent **augmenter les cadences de travail**, etc. Moins de salaire, c'est plus de profit. C'est une loi, quasi-physique, du système capitaliste.

Conclusion: Nos intérêts de prolétaires et ceux des capitalistes n'ont RIEN en commun. Nos intérêts de classe sont antagoniques. Quand ça va bien pour eux, pour nous ça va mal !

Ne cédon rien : défense de chaque poste de travail; lutte contre la précarité ! Réduction du temps de travail sans flexibilité ! Hausse des salaires ! Baisse de l'âge de la retraite ! A bas le système capitaliste!



Discriminations et violences faites aux femmes – une question de système !

Avec #MeToo (moi aussi) et #BalanceTonPorc sur les réseaux sociaux, le nombre de témoignages de violences faites aux femmes ne cessent d'augmenter. Ces mouvements ont été des tremplins pour libérer la parole de toutes les femmes, quelle que soit leur origine sociale. Elles dénoncent avec courage les actes violents, sexistes, machistes, paternalistes.

En finir avec les discriminations et les violences

Macron dit vouloir faire de la lutte contre les violences faites aux femmes « une grande cause nationale ». Mais sans moyens financiers et humains, c'est du bla-bla. Pire : la politique du gouvernement entretient et aggrave ce système de domination. Restrictions budgétaires et suppressions d'emplois aidés menacent la survie des associations secourant les femmes en détresse. Les ordonnances du Président Macron qui réforment le Code du travail ne font que fragiliser davantage les possibilités, surtout des femmes prolétaires, de se défendre en cas de violence ou de harcèlement. La disparition du CHSCT a pour conséquence de retirer aux représentants des salariées des moyens indépendants (comme les enquêtes externes à l'entreprise) pour prouver et faire reconnaître un cas de harcèlement sexuel. Le fait de faciliter les licenciements met une pression supplémentaire sur les femmes victimes et leurs témoins, sachant que déjà 95 % des femmes aidées par l'AVFT¹ pour cause de violences au travail, ont perdu leur emploi. La prise en compte de la pénibilité propre au travail féminin comme les gestes répétitifs ou les tâches liées au nettoyage et aux services à la



personne n'est nulle part prise en compte. Les conditions de vie des femmes se dégradent dans un contexte où le capitalisme crée toujours plus d'exploitation et d'oppression pour surmonter ses crises. L'État bourgeois est un instrument de ce système.

Pour les femmes migrantes et sans-papiers, c'est un combat plus dur et plus invisible encore. Presque la moitié des immigrés dans l'Union européenne sont des femmes - mais on ne les voit pas, on ne les entend pas. Elles ne viennent plus uniquement pour cause de regroupement familial mais pour fuir la violence, les mutilations sexuelles, les mariages forcés ou encore l'homophobie. Elles vivent l'oppression de classe, de race et de sexe. Entendons davantage leur parole !

Quelle image de la femme ?

Dans la société capitaliste, tout est marchandise et au service du profit, mais la reproduction de la main d'œuvre se passe dans le « cadre privé » de la famille. Ce

sont les femmes qui ont principalement la charge d'élever les enfants, de les soigner – indispensables pour le fonctionnement du capitalisme ! L'enchaînement des femmes à la sphère familiale, la rend moins disponible (temps partiel et moins qualifié) et plus dépendante de l'homme. Ce rôle détermine l'image de la femme dans la société.

****Femmes opprimées et exploitées - déterminons nos droits, apprenons à nous défendre, éduquons les consciences, transformons la société imbibée de patriarcat !***

****Organisons nous dans des groupes de femmes !***

****Femmes et hommes prolétaires, lions nos combats à la perspective du socialisme révolutionnaire.***

****Le prolétariat ne sera pas libre tant que les femmes ne le seront pas !***

1 Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail

Lénine a combattu pour libérer les femmes de « l'esclavage domestique », des « travaux ménagers, les plus mesquins, ingrats, durs et abrutissants... » Après la révolution en 1917 en Russie, exploitation et oppression des masses commencèrent à être abolies. Les conditions de vie des femmes furent bouleversées et les tâches économiques de la famille (éducation, repas, lavage, soins...) devaient être prises en charge collectivement. Elles eurent immédiatement le droit de vote. Les femmes devaient prendre toute leur place dans la construction de la nouvelle société socialiste.